RAPPORT 2015 SUR LES DROITS DE L'HOMME - MONACO

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La Principauté de Monaco est une monarchie constitutionnelle où le Prince souverain joue le rôle principal dans le gouvernement. Il nomme les membres du gouvernement composé d'un ministre d'État et de cinq Conseillers. Il partage le pouvoir législatif avec le Conseil national élu au suffrage universel. Les élections multipartites de 2013 pour le Conseil national ont été considérées libres et justes. Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Il n'y a pas eu de violation flagrante des droits de l'homme.

Entre autres problèmes, les prisonniers n'avaient pas suffisamment accès à la lumière du jour et à des aires d'exercice en plein air. Le système électoral permet aux citoyens de changer de nombreux aspects de leur gouvernement mais pas la monarchie héréditaire qui joue un rôle important dans le gouvernement du pays. Les fonctionnaires ne sont pas tenus de divulguer leurs données financières, ce qui a entravé la surveillance de la corruption officielle.

Aucun rapport d'abus commis par des fonctionnaires n'a été signalé.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

b. Disparitions.

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, il n'a été fait aucun état de cas où des fonctionnaires de l'État y auraient eu recours.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de vie dans les prisons et centres de détention étaient dans l'ensemble conformes aux normes internationales. En général, les autorités transféraient les non-citoyens condamnés à de longues peines de prison en France pour y purger leur peine.

Conditions matérielles : En 2013, le Comité de prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a noté que les personnes condamnées à des peines de prison supérieures à 24 heures n'avaient pas suffisamment d'espace d'exercice en plein air ni d'accès à la lumière du jour pendant la plus grande partie de la journée. Les prisonniers ne pouvaient également recevoir ou posséder que peu d'objets personnels.

Administration pénitentiaire : Les autorités ont enquêté sur des allégations crédibles de conditions inhumaines.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé la surveillance par des observateurs non gouvernementaux indépendants, dont les visites régulières du CPT.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et, dans l'ensemble, le gouvernement a respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale est chargée du maintien de l'ordre public et de la sécurité des personnes et des biens, La garde du palais est chargée de la sécurité du prince, de la famille royale et des propriétés. Toutes deux relèvent du ministère de l'Intérieur.

Les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace sur la police nationale et la garde du palais ; l'État disposait par ailleurs de mécanismes efficaces pour enquêter sur les abus et la corruption afin de les sanctionner. Il n'a pas été signalé de situations d'impunité impliquant les forces de sécurité au cours de l'année.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Des mandats d'arrêt sont nécessaires. Les détenus doivent comparaître devant un magistrat dans les 24 heures suivant leur arrestation pour être informés des charges pesant contre eux et de leurs droits juridiques et, d'une manière générale, les autorités ont respecté ces dispositions. Les autorités ont relâché la plupart des détenus sans caution mais le magistrat chargé de l'instruction peut ordonner la détention au motif que le suspect pourrait s'enfuir ou gêner l'enquête. Monaco et la France ont coopéré au retour de tout fugitif ayant fui de Monaco en France. D'une manière générale, les détenus ont rapidement eu accès à un avocat et le gouvernement en a commis un aux détenus indigents. Le juge d'instruction peut proroger indéfiniment la période de détention initiale de deux mois au-delà des deux mois renouvelables. Il a aussi habituellement autorisé les membres de la famille à voir le détenu.

e. Déni de procès public et équitable

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté cette indépendance.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi prévoit le droit à un procès équitable et un pouvoir judiciaire indépendant l'a fait appliquer dans l'ensemble. Les prévenus sont présumés innocents, sont généralement informés rapidement et en détail des charges qui pèsent contre eux, et ont accès, le cas échéant, à des services d'interprétation gratuits. Sauf pour les affaires impliquant des mineurs, les procès sont publics et généralement tenus en présence d'un juge ou d'un collège de juges. Il n'y a pas eu de retard injustifié. Un juge unique décide de la majorité des cas, mais en cas de crime où la peine encourue est supérieure à dix ans d'emprisonnement, un tribunal composé de juges professionnels et non professionnels est saisi du dossier. Les accusés ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter un avocat en temps opportun. Un avocat est commis d'office aux frais du gouvernement si nécessaire en cas d'accusation de crime grave. Les prévenus et leurs avocats ont le temps et les moyens voulus pour préparer une défense et ont accès aux preuves pertinentes à leur affaire détenues par le gouvernement. Les prévenus ont la possibilité d'interroger les témoins à charge et de présenter leurs propres preuves et témoins pour leur défense. Ils ne peuvent pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Les prévenus ont le droit de faire appel. La loi accorde ces droits à tous.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de personnes en détention pour des motifs politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

Un appareil judiciaire impartial et indépendant est en place pour trancher les affaires civiles et les résidents ont accès à un tribunal pour intenter des actions en dommages et intérêts pour violation de droits de l'homme ou pour faire cesser cette violation. Les demandeurs ont régulièrement utilisé les recours administratifs pour demander réparation de préjudice allégué. Le gouvernement a respecté les décisions portant sur les droits de l'homme.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes et aucun rapport n'a fait état du non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et la liberté de la presse sont garanties par la Constitution et la loi et, en général, les autorités les ont respectées. Une presse indépendante et un pouvoir judiciaire efficace associés à un système politique démocratique fonctionnel ont permis d'assurer la liberté d'expression et de la presse.

Liberté de parole et d'expression : La loi interdit les « dénonciations » publiques de la famille régnante et prévoit des peines de six mois à cinq ans d'emprisonnement en cas de violations. Les autorités n'ont accusé personne de violations de ces statuts pendant l'année.

Liberté d'accès à Internet

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à l'Internet ni censuré le contenu affiché en ligne et aucun rapport crédible n'a fait état de surveillance sans autorisation juridique appropriée du courrier électronique privé par les autorités. Selon les dernières statistiques disponibles de l'Union internationale des télécommunications, en 2014, 92 % des Monégasques utilisaient Internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion pacifique et d'association

La liberté de réunion et d'association est garantie par la Constitution et la loi et, en général, les autorités ont respecté ces droits.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante :
www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et apatrides

La loi prévoit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et dans l'ensemble les pouvoirs publics ont respecté ces droits.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi ne prévoit pas l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et les pouvoirs publics n'ont pas mis en place de régime de protection des réfugiés. En temps normal, Monaco n'est pas une terre d'accueil des réfugiés. Le gouvernement vérifie les demandes d'asile avec l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Protection temporaire : Le gouvernement a accordé une protection temporaire à 12 demandeurs d'asile de Mosul (Irak) dans une propriété qu'il possède à Beausoleil, en France, en attendant une décision du gouvernement français sur leur statut de réfugiés. Une fois qu'ils auront obtenu ce statut du gouvernement français, ils pourront s'installer ailleurs en France.

Section 3. Libre participation au processus politique

Le droit de changer de gouvernement et d'initier des lois appartient uniquement au Prince. La Constitution peut être révisée d'un commun accord entre le Prince et le Conseil national élu. La Constitution et la loi disposent que les citoyens ont

le droit de changer le Conseil national par le biais d'élections périodiques, libres et justes au suffrage universel.

Élections et participation à la politique

Élections récentes : Selon les observateurs, les élections pour le Conseil national de 2013 ont été libres et régulières.

Section 4. Corruption et manque de transparence du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales dans les affaires de corruption officielle, et le gouvernement a dans l'ensemble appliqué la loi avec efficacité. Des officiels se sont quelquefois livrés à des pratiques de corruption en toute impunité.

Corruption : Il y a eu des allégations sporadiques de corruption officielle pendant l'année mais aucune poursuite officielle n'a été lancée contre des fonctionnaires pour pratique de corruption.

Divulgarion de situation financière : Les fonctionnaires élus et nommés ne sont pas assujettis à des lois de déclaration de situation financière.

Accès public à l'information : La loi prévoit l'accès du public aux informations détenues par le gouvernement et les pouvoirs publics ont appliqué la loi de manière efficace.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur des violations présumées des droits de l'homme

Si le gouvernement n'a pas restreint la création ou le fonctionnement des groupes consacrés au suivi des droits de l'homme, il n'en existait aucun cette année.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le service de médiation gouvernemental est à la disposition des citoyens qui demandent réparation de décisions administratives. Le Haut Commissariat à la protection des droits et des libertés et à la médiation (le Haut Commissariat) protège les droits de l'homme et lutte contre la discrimination. Il agissait de manière indépendante, avait des ressources suffisantes et était considéré comme efficace.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution et la loi interdisent toute forme de discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou la

citoyenneté, l'origine sociale, le handicap, l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre, l'âge, la langue, la séropositivité ou toute autre maladie transmissible, et le gouvernement a appliqué ces prescriptions de manière efficace.

Condition féminine

Viol et violence domestique : La loi interdit le viol, y compris le viol par un conjoint, qui est punissable de peines de 5, 10 et jusqu'à 20 ans de prison selon la gravité du délit. Il n'y a pas eu d'arrestation pour quelque forme de viol que ce soit pendant l'année. La loi interdit la violence conjugale et les victimes peuvent intenter des procès au pénal contre les conjoints abusifs. Les rapports de violence à l'encontre de femmes ont été rares.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel qui constitue une infraction criminelle passible de peines allant de trois mois à trois ans de prison selon la gravité du délit. Il n'a pas été fait état de harcèlement sexuel au cours de l'année.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre, de l'espacement et du moment de la naissance de leurs enfants, de gérer leur santé en matière de procréation, et d'avoir accès à des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition et violence.

Discrimination : La loi prévoit l'égalité des femmes et des hommes, y compris au titre des droits de la famille, du travail, de la propriété, de la nationalité et des successions. Elle exige l'égalité de salaire à travail égal. Les femmes étaient bien représentées dans les professions libérales mais moins dans le commerce et la finance. Bien que l'on ne possède pas de données, les observateurs pensaient qu'il existait des différences salariales fondées sur le sexe mais qu'elles étaient mineures et en diminution.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté est transmise par un parent monégasque. Les pouvoirs publics enregistrent immédiatement les naissances.

Mariage forcé et précoce : L'âge légal du mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et les hommes. Les femmes et les hommes de moins de 18 ans doivent avoir le consentement de leurs parents pour se marier. On ne dispose pas de données concernant le nombre de mariages précoces.

Exploitation sexuelle des enfants : La prostitution et la pornographie juvéniles sont illégales et les autorités ont fait respecter la loi. L'âge minimum pour les rapports sexuels consensuels est fixé à 15 ans.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays est partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour des informations spécifiques sur les pays, veuillez consulter le rapport du département d'État à l'adresse suivante : travel.state.gov/content/childabduction/en/country/Monaco.html.

Antisémitisme

La communauté juive comptait près de 1 000 personnes.

Le 27 août, le Prince Albert s'est excusé devant les membres de la communauté juive de l'arrestation par les pouvoirs publics de 66 juifs monégasques qui ont été déportés vers l'Allemagne nazie pendant la deuxième guerre mondiale, et dont neuf seulement ont survécu. Il a inauguré un monument aux morts de la Shoah.

Traite des personnes

Il n'y a eu aucun rapport confirmant que le pays était une source, une destination ou un pays de transfert de victimes de la traite des personnes.

Personnes handicapées

La Constitution et la loi interdisent la discrimination à l'encontre des personnes handicapées physiques, sensorielles, ou mentales, ou des personnes souffrant de déficiences intellectuelles, dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des transports aériens et autres, de l'accès aux soins de santé ou de la prestation d'autres services publics. Le gouvernement a fait appliquer ces dispositions de manière efficace. Le gouvernement a passé et fait appliquer des lois garantissant l'accès des personnes handicapées aux bâtiments publics et le pays avait une plage accessible aux personnes handicapées.

Actes de violence, discrimination et autres abus sociétaux basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi interdit toute discrimination dans l'emploi fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Elle prévoit des peines allant jusqu'à cinq ans de prison et/ou des amendes pour les personnes qui encouragent la haine ou la

violence contre une personne ou un groupe du fait de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi et la base réglementaire prévoient le droit des travailleurs, y compris des travailleurs étrangers, de former des syndicats indépendants et d'y adhérer, de mener des négociations collectives et de faire grève dans des conditions légales. Les représentants syndicaux ne peuvent être renvoyés qu'avec l'accord d'une commission composée de deux membres de l'association du patronat et deux représentants des travailleurs. La discrimination anti-syndicats est interdite. Les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits bien que les fonctionnaires ne soient pas autorisés à faire grève.

Les autorités ont généralement veillé à l'application de la loi. Les ressources, inspections et mesures correctives étaient adéquates. Les violations étaient passibles d'une amende ou d'une peine de prison allant de trois mois à un an. Le gouvernement offre l'assistance de médiateurs dans les conflits publics ou privés afin d'éviter des procédures judiciaires longues et coûteuses et de trouver rapidement une solution acceptable par toutes les parties au conflit.

D'une manière générale, les autorités ont respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective et les organisations du patronat et les syndicats ont négocié des accords sur les conditions de travail.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution et la loi interdisent toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. On ne dispose pas d'informations sur l'adéquation des ressources, les efforts de remédiation, la suffisance des inspections ou les pénalités en cas de violations.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans. L'emploi des enfants entre 16 et 18 ans est strictement contrôlé. Le gouvernement a fait respecter les lois applicables avec efficacité.

Les ressources, inspections et mesures correctives étaient adéquates. Les personnes employant des enfants de moins de 16 ans étaient légalement passibles d'amendes.

d. Discrimination en matière d'emploi ou de travail

La loi et les réglementations du travail interdisent la discrimination fondée sur la race, le sexe, le genre, le handicap, la langue, l'orientation et/ou l'identité sexuelles, la séropositivité ou d'autres maladies transmissibles, ou le statut social.

Le gouvernement a fait respecter efficacement cette loi et ces réglementations.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum légal pour un emploi à plein temps est le salaire minimum français, de 9,53 euros (10,48 USD) l'heure plus un ajustement de 5 % pour compenser le coût du déplacement des trois-quarts de la main d'œuvre qui transitent chaque jour de l'extérieur du pays. La plupart des travailleurs gagnaient plus que le salaire minimum. L'estimation officielle du revenu du seuil de la pauvreté est de 803 euros (883 USD) par personne et par mois.

La durée de la semaine de travail est légalement fixée à 39 heures. Les autorités ont autorisé les entreprises à la ramener à 35 heures mais elles l'ont rarement fait. La réglementation prévoit un nombre minimum d'heures de repos et de primes de salaire pour heures supplémentaires. Le nombre maximum d'heures supplémentaires est fixé à 9 heures par semaine ou 46 heures sur une période de 12 semaines consécutives.

La législation et des décrets gouvernementaux fixent les normes de santé et de sécurité que les comités de santé et de sécurité des entreprises et les inspecteurs du travail du gouvernement ont fait appliquer.

La Direction du travail du département des Affaires sociales et de la Santé avait plusieurs inspecteurs du travail. L'inspecteur en chef relevait directement du directeur de la Direction du travail. Les inspecteurs du travail informaient les employeurs et les employés de toutes les questions relatives à la législation du travail ainsi qu'aux normes de santé et de sécurité. Ils ont arbitré, servi de médiateurs et réconcilié la direction et les ouvriers dans leurs conflits. À chaque fois que possible, ils ont mené des inspections sur le terrain pour garantir que les employeurs respectaient toutes les dispositions de la législation. Un travailleur pouvait se soustraire à une situation qui présente un danger pour sa

santé ou pour sa sécurité sans risquer de perdre son emploi, et dans les faits, les pouvoirs publics ont protégé les employés dans cette situation.